



Assemblée générale

Distr. générale
5 juin 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 115 c) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 31 mai 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la candidature de l'Islande au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027 en vue des élections qui se tiendront à la soixante-dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente transmet également ci-joint le récapitulatif des engagements pris volontairement par l'Islande pour réaffirmer sa détermination à promouvoir et à protéger tous les droits humains (voir annexe).

La Mission permanente de l'Islande vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note verbale et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 115 c) de la liste préliminaire.

* [A/79/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 31 mai 2024 adressée au
Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de l'Islande au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2025-2027**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. La candidature de l'Islande à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027 démontre l'engagement ferme du pays à promouvoir et à protéger les droits humains pour tous, partout et en toutes circonstances. L'Islande attache une grande importance au mandat du Conseil des droits de l'homme compte tenu du statut unique de celui-ci en tant qu'instance multilatérale prééminente œuvrant à la promotion des droits humains, et participe de manière active et constructive à ses travaux.

2. L'Islande accepte pleinement le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable des droits humains consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et les principaux traités relatifs aux droits humains. Nul ne saurait être privé de ses droits humains en raison de son sexe, de sa race, de son appartenance ethnique, de son handicap, de son âge, de sa religion ou de ses croyances, de son orientation sexuelle ou de son identité de genre. L'Islande considère également que les trois grands domaines d'action de l'Organisation des Nations Unies – à savoir la paix et la sécurité, le développement durable et les droits humains – sont interdépendants et se renforcent mutuellement.

3. Le respect et la protection des droits humains ainsi que l'accomplissement des obligations relatives aux droits humains sont des engagements essentiels que l'Islande prend au sérieux. Les droits humains sont garantis par la Constitution islandaise et consacrés dans la législation du pays. Le Gouvernement islandais adopte une approche globale de la promotion et de la protection des droits humains, qui repose notamment sur les consultations et la coopération au sein du Gouvernement, avec les secteurs public et privé, ainsi qu'avec les organisations de la société civile et les représentants de la jeunesse.

4. Cette approche globale a été mise en évidence dans le cadre des examens de l'Islande menés par les organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme et de l'Examen périodique universel, ainsi que lorsque le pays a siégé au Conseil des droits de l'homme en 2018-2019. Si elle est réélue au Conseil, l'Islande y suivra la même approche.

5. L'Islande a ratifié sept instruments fondamentaux des Nations Unies relatifs aux droits humains et reconnaît la compétence des organes conventionnels respectifs à examiner la situation des droits humains en Islande. Elle est également partie à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme), ainsi qu'à plusieurs autres traités régionaux relatifs aux droits humains, et relève de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme.

6. En 2018, l'Islande a ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) et, en 2019, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En 2021, elle a également adhéré aux conventions des Nations Unies sur l'apatridie.

7. Les droits humains sont un pilier essentiel de la politique étrangère de l'Islande, qui participe activement aux travaux des instances multilatérales, notamment de l'Organisation des Nations Unies, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, afin de promouvoir et de protéger les droits humains et de lutter contre les violations des droits humains et les atteintes à ces droits.

8. Les droits humains sont également un pilier essentiel des partenariats internationaux de l'Islande en matière de développement, comme en témoigne la politique islandaise de coopération internationale au service du développement pour la période 2024-2028, qui est guidée par une approche fondée sur les droits humains.

9. L'Islande joue un rôle actif dans l'amélioration de l'efficacité des organes de l'ONU créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits humains. Depuis 2016, elle dirige, à l'Assemblée générale, le groupe d'États qui est à l'initiative de la résolution relative aux organes conventionnels des droits de l'homme.

10. L'Islande soutient l'indépendance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ainsi que son mandat unique et indispensable, ce dont témoigne le fait qu'elle a plus que doublé sa contribution pluriannuelle au budget de base du Haut-Commissariat pour la période 2024-2028.

11. L'Islande serait honorée de siéger au Conseil des droits de l'homme. En sa qualité de membre, elle mettrait tout en œuvre pour satisfaire aux normes les plus élevées en matière de droits humains au niveau national, ainsi que pour promouvoir et protéger les droits humains dans le monde.

12. Dans cet esprit, l'Islande présente les engagements ci-après, qui s'articulent autour de six thèmes principaux.

Faire progresser l'exercice des droits humains par tous au moyen d'une participation et d'un dialogue constructifs

13. S'agissant de faire progresser l'exercice des droits humains par tous au moyen d'une participation et d'un dialogue constructifs, l'Islande fera ce qui suit :

a) S'employer en particulier à renforcer la promotion et la protection des droits humains, aux niveaux national et international, en se laissant guider par le principe fondamental qu'est l'exercice, par tous les êtres humains, de droits égaux et inaliénables ;

b) Engager un dialogue ouvert et constructif avec tous les membres du Conseil des droits de l'homme, en comprenant que le Conseil puise sa force de sa diversité ;

c) Défendre les personnes dont les droits sont menacés ou bafoués, qu'il s'agisse de violations, de discrimination ou de privation, et encourager tous les États Membres de l'Organisation à s'acquitter de leurs obligations en matière de droits humains ;

d) Encourager la participation de la société civile, des défenseurs des droits humains, de la jeunesse et d'autres parties prenantes ainsi que la coopération avec ces acteurs dans le cadre des travaux du Conseil des droits de l'homme et, parallèlement, souligner l'importance d'une protection contre les représailles ;

e) Appuyer les activités et les droits des défenseurs des droits humains, et promouvoir et protéger la liberté d'opinion et d'expression, les libertés de réunion pacifique et d'association ainsi que la liberté des médias et la sécurité des journalistes ;

f) S'employer à renforcer les droits des personnes handicapées, notamment leur droit à une vie exempte de toute forme d'exploitation, de violence et de maltraitance et leur droit à l'autonomie de vie ;

g) S'employer à améliorer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme pour lui permettre de remplir son mandat, qui est de promouvoir et de protéger l'exercice et la pleine réalisation des droits humains pour tous ;

h) Continuer de soutenir pleinement l'Examen périodique universel, notamment en formulant des recommandations concrètes et applicables lors de chaque session de l'Examen ;

i) Soutenir la participation universelle à l'Examen périodique universel par des contributions prévisibles au Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel et au Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel ;

j) Favoriser, protéger et respecter l'indépendance du Haut-Commissaire et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et plaider activement en faveur de contributions volontaires prévisibles et importantes au Haut-Commissariat ;

k) Favoriser une véritable coordination et la prise en compte systématique des droits humains dans l'ensemble du système des Nations Unies, coopérer pleinement avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les organes conventionnels des droits humains, et protéger et promouvoir leur indépendance.

Accélérer les progrès en matière de droits humains des femmes et des filles

14. S'agissant d'accélérer les progrès en matière de droits humains des femmes et des filles, l'Islande fera ce qui suit :

a) Demeurer fermement résolue à faire progresser les droits humains des femmes et des filles, tout en tenant compte des inégalités structurelles et des formes multiples et croisées de discrimination auxquelles celles-ci se heurtent ;

b) Coopérer dans toutes les régions et dans toutes les instances pour que ne soit tolérée aucune forme de violence sexuelle et fondée sur le genre, d'exploitation et d'atteintes sexuelles, ni de harcèlement sexuel ;

c) Continuer d'œuvrer en faveur de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ainsi que de l'égalité sur le marché du travail, aux niveaux national et international ;

d) Continuer de promouvoir l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive et aux droits connexes, ainsi qu'à une éducation complète à la sexualité ;

e) Encourager la participation des hommes et des garçons pour faire progresser l'égalité des genres dans l'intérêt de tous ;

f) Défendre avec vigueur la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, sur la base d'un plan d'action national actualisé qui sera adopté en 2024.

Défendre les droits de l'enfant

15. S'agissant de défendre les droits de l'enfant, l'Islande fera ce qui suit :

- a) Promouvoir activement les droits de l'enfant, en se laissant guider par le principe fondamental selon lequel chaque enfant a le droit de s'épanouir et d'avancer vers l'âge adulte dans la paix et la dignité et en ayant accès à l'éducation et à la santé ;
- b) Plaider pour que les droits de l'enfant soient au cœur de toutes les politiques et contribuer à garantir la réalisation de ces droits dans le monde entier ;
- c) Plaider en faveur de l'élimination de toutes les formes de violence contre les enfants, en particulier l'exploitation et les atteintes sexuelles, ainsi que des pratiques préjudiciables, notamment les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés ;
- d) Favoriser une approche centrée sur les enfants, interdisciplinaire et pluri-institutions des systèmes de services destinés aux enfants qui ont vécu des expériences traumatisantes, afin que ceux-ci reçoivent un soutien adapté ;
- e) Plaider en faveur d'une participation active et véritable des enfants aux mécanismes d'élaboration des politiques et de prise de décision.

Lutter contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+

16. S'agissant de lutter contre la discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+, l'Islande fera ce qui suit :

- a) Continuer de défendre, de promouvoir et de faire progresser les droits humains des personnes LGBTQI+ ;
- b) S'employer à lutter contre la discrimination, la violence et la haine dont sont de plus en plus victimes les personnes LGBTQI+ dans le monde entier ;
- c) Soutenir le mandat de l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, ainsi que la campagne « Libres et égaux » des Nations Unies ;
- d) Contribuer à l'action menée par les coalitions internationales visant à faire progresser les droits humains des personnes LGBTQI+.

Prendre en compte les liens entre les droits humains et l'environnement

17. S'agissant de prendre en compte les liens entre les droits humains et l'environnement, l'Islande fera ce qui suit :

- a) Continuer de soutenir résolument les actions collectives et concrètes visant à lutter contre les effets néfastes que les changements climatiques et la dégradation de l'environnement peuvent avoir sur l'exercice des droits humains dans le monde entier ;
- b) Contribuer au débat international sur le lien entre l'environnement et les droits humains.

Faire progresser les droits humains en Islande

18. S'agissant de faire progresser les droits humains au niveau national, l'Islande fera ce qui suit :

- a) Défendre le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable des droits humains dans les politiques et les mesures qu'elle appliquera à l'échelle nationale ;

b) Veiller en permanence à ce que ses lois et ses politiques nationales soient conformes aux normes internationales en matière de droits humains, face à l'apparition de nouveaux obstacles entravant l'exercice de ces droits ;

c) Créer une institution nationale des droits humains solide, indépendante et efficace, en pleine conformité avec les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) ;

d) Continuer d'institutionnaliser la question des droits humains dans l'ensemble du Gouvernement, notamment par l'intermédiaire du comité directeur interministériel créé en 2017, qui sert de mécanisme national chargé de donner suite aux examens et engagements internationaux et régionaux en matière de droits humains et de faire rapport à ce sujet ;

e) Renforcer le dialogue avec les organisations de la société civile sur les questions et les difficultés relatives aux droits humains en menant des consultations ouvertes sur les propositions législatives et la préparation des dossiers destinés aux organes conventionnels des droits de l'homme ;

f) Continuer de participer activement à l'Examen périodique universel, de donner suite aux recommandations reçues et de publier un rapport à mi-parcours avant la fin de 2025 ;

g) Continuer d'adresser une invitation permanente à toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et de réagir dans les délais impartis aux communications et aux appels urgents ;

h) Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;

i) Transposer directement la Convention relative aux droits des personnes handicapées dans son droit interne ;

j) Ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications ;

k) Continuer d'intégrer l'éducation aux droits humains dans tous les programmes scolaires ainsi que dans la culture et les méthodes pédagogiques à tous les niveaux d'enseignement, conformément au guide du programme national ;

l) Demeurer fermement résolue à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et continuer de participer à l'examen national volontaire qui vise à faire le point sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable ;

m) Continuer de suivre une approche fondée sur les droits humains dans le cadre de sa coopération pour le développement, en veillant en particulier à faire progresser les droits humains des femmes et des filles et à lutter contre la discrimination et la violence que celles-ci peuvent subir.
